

Comment imposer la démocratie sociale et citoyenne au cœur de nos pratiques politiques en région ?

Patricia Tejas

Face à la stratégie de plus en plus agressive du capital et de l'État complice, il y a urgence à ce que les citoyens et le monde du travail gagnent, dans les entreprises comme dans les territoires, de nouveaux droits d'intervention coordonnés aux différentes luttes dans nos régions.

Des lieux de concertation existent déjà notamment à travers les Conseils économiques sociaux et environnementaux régionaux (CESER). Ces conseils permettent au milieu associatif, aux organisations patronales et syndicales d'échanger, d'évaluer et de proposer des pistes d'actions sur le champ des compétences de la région administrative.

Ils sont en outre saisis obligatoirement pour donner un avis, avant leur examen par le conseil régional, sur des documents relatifs au budget et aux projets de plans régionaux. Ils peuvent être aussi saisis de manière facultative sur d'autres sujets ou même s'autosaisir.

Les travaux issus de ces séances sont le plus souvent très sérieux et instructifs mais ils ne sont

validés que pour avis et le CESER « chambre du compromis » n'a aucun moyen coercitif, face aux élus régionaux, pour faire vivre les préconisations. Cette difficulté est amplifiée quand il n'y a aucun élu communiste dans les assemblées régionales pour relayer les propositions les plus progressistes...

Face aux urgences de la crise sanitaire, économique, écologique et politique, la mobilisation de la société nécessite de nouvelles institutions. Le Parti communiste propose de réunir **des conférences régionales permanentes pour l'emploi, la formation et la transformation productive écologique** réunissant des représentants des travailleurs, des élus, des associations, des représentants des entreprises, des services publics

de l'emploi et de la formation, des administrations économiques, du système bancaire...

L'objet de ces conférences :

– En premier lieu, établir des objectifs chiffrés, précis et contrôlables de créations d'emplois, de transformation d'emplois précaires en emplois stables, de programmes de formations visant à faire disparaître le chômage et à ouvrir des perspectives professionnelles pour tous les habitants. Ainsi le développement des capacités humaines de chacune et de chacun deviendra le moteur de la création des richesses nécessaires à la réalisation d'objectifs sociaux et écologiques.

– Recenser les besoins en services publics, en activités productives induites, et en transformations écologiques de l'industrie.

– Proposer les transitions professionnelles sécurisées.

– Définir des objectifs d'investissements et de mise à disposition de ressources en partant des besoins (et non l'inverse!).

– Exiger les moyens financiers correspondants, en mobilisant le levier du crédit bancaire.

La méthode pourrait se décliner ainsi:

– Débattre de ces grandes orientations régionales.

– Décider la réalisation et le financement de projets visant la sécurisation de l'emploi et de la formation pour la création de richesses dans les territoires, et le développement des services publics.

– Confrontation et convergence de ces orientations au niveau national, amorçant la construction d'une nouvelle planification démocratique et décentralisée.

– Suivi régulier et saisie si besoin, en lien avec les CESER, du Conseil régional pendant le temps du mandat.

– Contrôle des engagements pris.

Les différents schémas et plans régionaux, et les dispositifs qui en découlent, émaneraient ainsi d'un processus démocratique mobilisant les acteurs locaux, les salariés, les citoyens, leurs représentants. Au fond il s'agirait de dépasser le cadre habituel des interventions économiques régionales, au service quasi exclusif du capital, pour faire des objectifs sur l'emploi et la formation le pivot d'une transformation radicale des rapports économiques et sociaux.

Pour financer ces nouvelles politiques, nous proposons la création de Fonds régionaux pour l'emploi et la formation, et celle d'un Fonds national, gérés démocratiquement par les acteurs représentés au sein des conférences régionales pour

l'emploi, la formation et la transformation productive écologique. Leur objet principal sera de faire pression sur les banques, à l'aide de leviers tels que des garanties ou des bonifications d'intérêts, pour qu'elles assument enfin leur responsabilité sociale en finançant les projets décidés par les conférences régionales. Pour le développement des services publics, le Fonds national et, le cas échéant, les fonds régionaux bénéficieront des ressources apportées par la création monétaire de la BCE, à la place des achats massifs de titres financiers auxquels elle procède actuellement sous l'appellation de *quantitative easing*. ■

